

COVID-19 – ESPAGNE-PORTUGAL Conséquences sur le secteur Agriculture – Alimentation – Pêche

Veille du 28 avril 2020

Résumé :

En vue des prochaines vendanges, l'**interprofession viticole espagnole (OIVE)** demande des mesures et un budget européen exceptionnels (hors programmes nationaux d'appui) pour éviter l'effondrement du secteur. Les **vignerons du Douro** demandent, quant à eux, des aides au stockage.

Les cours des **céréales** continuent de baisser sur les marchés de gros, à l'exception du blé dur.

Conjoncture défavorable pour les **amandes** et les **nèfles** espagnoles.

A la peine, la **volaille de chair** attend de Bruxelles des aides à la congélation.

En Espagne, les **programmes opérationnels fruits et légumes** font l'objet d'adaptations pour tenir compte des conséquences de l'épidémie.

En Espagne comme au Portugal, les ministres de l'Agriculture multiplient les appels à **consommer local**.

Luis Planas s'est engagé à préciser rapidement les critères des **aides à l'arrêt temporaire d'activité de pêche**.

Campagne massive et systématique de tests PCR pour les **pêcheurs basques** avant d'embarquer.

ESPAGNE

Filières agricoles

• **Vins**

En vue des prochaines vendanges, l'interprofession viticole demande des mesures et un budget exceptionnels pour éviter l'effondrement du secteur. Après la Fédération des producteurs (FEV) il y a quelques jours, c'est au tour de l'interprofession viticole espagnole (OIVE) de faire part de ses doléances urgentes au Gouvernement pour sauver les prochaines vendanges, prévues dans un peu plus de 100 jours. Particulièrement inquiète pour « des milliers de vignerons et des centaines de caves » face au spectre de la faillite, la filière a transmis ses demandes au ministère :

- Réitérer la demande auprès de la Commission européenne d'un « budget extraordinaire » spécialement dédié au soutien urgent de la filière (hors programmes nationaux d'appui) ;
- Insister pour que la filière viticole soit prise en compte pour le calcul de l'enveloppe et les profils de bénéficiaires du « fond de reconstruction » prévu à l'échelle communautaire (en particulier pour l'œnotourisme et la vente au canal hôtellerie-restauration, particulièrement impactés) ;
- Autoriser, à l'échelle nationale, un certain nombre de dispositifs destinés à éviter la surproduction : distillation de crise à des fins industrielles (avec une priorité donnée à la production d'alcool sanitaire), stockage privé temporaire et récolte en vert ;
- Accompagner financièrement par des aides nationales les professionnels qui s'engagent dans les dispositifs exceptionnels ci-dessus, en complément des aides communautaires ;
- Relancer le projet de révision des normes de commercialisation pour les vins sans indications géographiques, pour l'instant mis en pause, afin de stabiliser le marché pour la saison 2020/2021.

• **Pomme de terre**

Succès pour la plateforme de commercialisation de pommes de terre, qui permet d'éviter leur gaspillage. Avec la fermeture de l'hôtellerie-restauration, ce sont 5 millions de kilos de pommes de terre qui sont restés invendus à Ourense (Galice). Face à cette situation, plus de dix agriculteurs de la région se sont mis au travail pour essayer de vendre leurs produits et, avec l'aide de l'association de producteurs locaux, ils ont décidé de se tourner vers la vente en ligne. L'acceptation par les consommateurs a été telle que sur le site internet www.patatasama.com les envois se comptent en milliers. L'objectif des producteurs galiciens est d'utiliser ce canal pour écouler environ 2 millions de kilos de pommes de terre avant la fin du mois de juin, avant que le tubercule ne se détériore. Pour ce faire, ils prévoient qu'il faudra expédier 350 000 kilos par semaine, 50 000 par jour et, au vu des premiers résultats, ils ne perdent pas espoir.

- **Asperges**

Les chaînes discount maintiennent le niveau des ventes de l'asperge espagnole en Allemagne. L'Allemagne est devenue le principal consommateur d'asperges vertes espagnoles depuis le début de la crise du Covid-19. C'est précisément le format discount qui anime les ventes. Les chaînes Lidl, Aldi et Netto Marken sont à la tête des ventes d'asperges vertes espagnoles en Allemagne et les exportateurs espagnols s'attendent à ce que l'offre soit maintenue sous le format discount. La campagne allemande d'asperges devrait débuter fin avril, mais le problème de main d'œuvre pourrait faciliter le maintien de l'offre espagnole au cours du mois de mai.

- **Amandes**

Inquiétudes sur la prochaine récolte d'amandes : des coûts de production en hausse et des prix qui s'effondrent. Le syndicat agricole *Union des Llaoradors* indique qu'une augmentation des coûts de production d'un côté (due aux intempéries de ces derniers mois, aux dommages causés par la faune et à la mise en place de mesures de protection sanitaire), ainsi que la baisse des prix d'achat aux producteurs, menacent la prochaine récolte d'amandes dans la Communauté Valencienne. L'augmentation des coûts de production pourraient aller jusqu'à + 25 % par rapport aux années précédentes. Les dégâts causés par la faune sauvage préoccupent particulièrement les producteurs. L'arrêt de l'activité de chasse dû à la crise sanitaire du Covid-19 a entraîné une augmentation des populations de gibiers, et donc des dégâts sur les arbres, avec à la clé de graves pertes de production non seulement pour cette saison mais aussi pour les suivantes. Le prix des différents marchés de gros préoccupe également les producteurs : 4,80 €/kg et 4,95 €/kg respectivement sur les marchés de gros d'Albacete et de Murcie pendant la semaine du 23 avril, soit une baisse signifie de 8,3 % et 6,3 % par rapport à la mi-mars, au moment de la déclaration de l'état d'alerte.

- **Nèfles**

Bilan catastrophique pour les producteurs de nèfles. Les premières nèfles andalouses ont commencé à être vendues à la mi-mars, un peu plus tôt que la saison dernière. La récolte a donné de bons rendements et une qualité très satisfaisante, grâce aux bonnes conditions climatiques. Cependant, la demande s'est drastiquement contractée en raison de l'épidémie de Coronavirus, entraînant dans sa chute les prix d'achat aux producteurs, qui atteignent en moyenne 0,90 €/kg et ne permettent pas de couvrir les coûts de production, assez élevés pour ce fruit. 60% des nèfles d'Andalousie sont envoyées en Italie, qui a été l'un des pays qui, avec l'Espagne, a le plus souffert des effets de la pandémie. Le rebond des ventes dans les supermarchés ne compense pas les pertes des autres canaux (restauration hors domicile fermée, marchés de gros fonctionnant à 40 %, absence de marchés ambulants).

- **Céréales**

Confirmation de la baisse de prix pour les céréales (à l'exception du blé dur), avec toutefois des prévisions optimistes en matière de volumes pour la saison 2020. Selon les données de l'Association du commerce des céréales et des oléagineux d'Espagne (Accoe), la baisse des cours se poursuit en semaine 17 avec un prix du blé tendre à 204,18 €/t (-0,31% par rapport à la semaine 16), 183,53€/t pour le maïs (-0,52%) et 174,74€/t pour l'orge (-2,28%). Celui du blé dur continue d'échapper à cette tendance, et s'établit à 273,33€/t (+0,30%). Concernant les volumes, les pluies récentes conduisent les spécialistes à faire des prévisions optimistes. En Castille-et-León par exemple, on anticipe un résultat aux alentours de 5,8 millions de tonnes, ce qui représente une hausse de +14,7% par rapport à 2019 (année par ailleurs fortement impactée par la sécheresse). L'administration locale s'en félicite, mais espère toutefois une météo clémente en mai (sans grêle ni tempêtes) afin de confirmer ces prévisions.

- **Production avicole**

La volaille de chair, à la peine, attend des mesures du Gouvernement espagnol et de la Commission Européenne. L'interprofession de la viande de poulet et de volaille (Propollo) estime que le secteur pourrait subir des pertes de plus de 600 M€ cette année, car l'arrêt du tourisme et la fermeture de la restauration hors domicile lui ont déjà fait perdre 25 % de la demande. Les prix aux producteurs de la volaille de chair s'effondrent à la source, tandis que les coûts de production et de logistique ne cessent d'augmenter. Dans le cas de la dinde, le prix de la poitrine a baissé de 34 %, passant de 4,70 euros la deuxième semaine de mars à 3,0 euros la troisième semaine d'avril. Également, Propollo dénonce le fait que la Pologne et l'Italie vendent à perte en Espagne leurs excédents de production. Le secteur demande donc au ministère de l'Agriculture : une aide financière pour la congélation ; d'insister auprès de la Commission européenne pour qu'elle prenne des mesures concernant l'importation de viande de volaille en provenance de pays tiers ; et enfin de soutenir le maintien des lignées de reproductrices, vital pour le fonctionnement du secteur après la crise.

- **Bananes des Canaries**

Les producteurs de bananes des Canaries continuent leurs dons aux établissements de soins, cantines scolaires et associations. L'Association des organisations de producteurs de bananes des îles Canaries (ASPROCAN) a signé un nouvel accord de collaboration, cette fois avec AUSOLAN, une entreprise dédiée à la restauration collective qui fournit des services aux hôpitaux, aux maisons de retraite et aux services de soins à domicile dans tout le pays. Dans le cadre de cet accord, ils distribueront gratuitement des bananes canariennes à plus de 11 000 personnes dans huit communautés autonomes.

Nouvelles mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

Le syndicat des jeunes agriculteurs accueille favorablement les mesures de la Commission, mais demande au Gouvernement d'aller au-delà et de corriger certains "oublis". Asaja salue en effet l'annonce de l'aide au stockage privé, mais considère comme "essentielle" la mise en place d'aides complémentaires pour soutenir les filières les plus touchées, dont certains sous-secteurs sont "oubliés" (fleurs et plantes, fruits et légumes, porc ibérique et cochons de lait, vins, viande bovine haut de gamme, ...). A l'échelle nationale, en plus de compléments aux aides européennes, des simplifications administratives "à moindre frais" sont demandées (autorisation exceptionnelle de pâturage sur les surfaces d'intérêt écologique, suppression du taux minimal de 60% de naissance dans l'exploitation pour les ovins/caprins nécessaire à la perception des aides), ainsi qu'une réduction de TVA. Le syndicat demande également l'intercession du ministère de l'Agriculture pour renforcer l'engagement de la grande distribution dans l'approvisionnement en produits locaux, et développer des campagnes à destination des consommateurs pour promouvoir ces produits. Un soutien à la stratégie export est également attendu, ainsi qu'un renforcement des contrôles du respect de la loi sur la chaîne alimentaire (signature systématique de contrats, avec des prix fixés et en accord avec la réalité du marché).

Adaptations des programmes opérationnels fruits et légumes. Un projet d'arrêté, visant à assouplir les conditions de perception des fonds des programmes opérationnels des organisations de producteurs de fruits et légumes (OPFH), vient d'entrer en consultation publique. Celle-ci durera jusqu'au 18 mai. L'arrêté viendrait modifier le décret-royal 1179/2018 du 21 septembre, afin d'éviter toute perte de crédits et de permettre une réallocation des montants en fonction des besoins urgents du moment. Y figurent notamment :

- la non-éligibilité des actions visant à augmenter la production de la plupart des fruits à noyau et des agrumes (à quelques exceptions près, en fonction des variétés et zones géographiques) pour freiner la surproduction et les baisses de prix qu'elle engendrerait ;
- l'éligibilité pour les actions nécessaires à la gestion de crise (retrait du marché, collecte en vert, abandon de récolte aux champs et mesures de protection du personnel) ;
- le versement des fonds même si les seuils de production ne sont pas atteints (avec adaptation des montants au prorata) ;
- l'assouplissement des délais pour les procédures administratives ;
- l'assouplissement des contrôles préalables au versement des fonds.

Sur la campagne 2018 (versements 2019), près de 253 M€ ont été versés à 464 OPFH, selon les données du Fond espagnol de garantie agricole (FEGA), gestionnaire des fonds communautaires.

Les mesures de simplification fiscale ne passent pas auprès de la profession. Certaines dispositions du décret-royal 15/2020, censées introduire des simplifications en matière de cotisations pour les travailleurs agricoles, sont jugées contre-productives par certains syndicats de professionnels.

- Pour le syndicat des paysans galiciens, les nouvelles conditions d'éligibilité au "système spécial pour travailleurs à leur propre compte" (SETA), plus restrictives, ont obligé de nombreux professionnels à rejoindre le "régime spécial pour les travailleurs autonomes" (RETA), jugé moins avantageux. La limite du nombre d'employés a par exemple été fixée à deux maximum pour rester dans le SETA, y compris pour les propriétés partagées qui sont souvent grandes (issues de regroupements) et qui disposent souvent de bien plus d'employés au total. Leur passage au RETA, jugé moins avantageux, est donc forcé. La suppression de la limite de 50% des revenus issus de l'activité agricole est accueillie favorablement en théorie, mais critiquée en pratique puisqu'elle fait disparaître toute forme de repère pour les agriculteurs et les place dans une situation d'insécurité juridique quant à leur statut. Disparition des repères également en matière de bénéfices, avec une suppression du seuil maximal annuel de 75% de la base imposable la plus élevée. Enfin, le syndicat déplore que certaines activités soient exclues de l'éligibilité au SETA (transformation, vente directe, activité syndicale, entre autres). Pour toutes ces raisons, il demande un rétablissement des anciennes conditions d'éligibilité. Le syndicat des jeunes agriculteurs (Asaja) partage ces revendications.
- Asaja souligne par ailleurs que la possibilité de renoncer temporairement à la "méthode d'estimation objective" pour le calcul de l'impôt sur le revenu (IRPF) et de la TVA, afin de la remplacer par un calcul des "revenus réels" pendant la durée de l'état d'alarme, n'aura "aucun effet". Près de 90% des exploitants utilisent en temps normal cette méthode d'estimation objective, qui représente une économie de temps et de moyens substantielle. Aujourd'hui, la plupart des professionnels ne seraient pas en mesure d'effectuer cette estimation des coûts réels.

En Aragon, le Gouvernement régionale propose une loi pour hisser l'agriculture familiale comme modèle de développement, et changer en profondeur le rapport à la main d'œuvre agricole. Le projet de loi visant à "la protection à la modernisation de l'agriculture familiale et du patrimoine agricole" entre en effet en phase consultation publique. Cette loi locale vise à placer l'agriculture familiale comme modèle de développement à poursuivre, en encourageant le renouvellement générationnel et la féminisation de la profession, et en tentant plus largement de restaurer l'image du travail agricole dans l'opinion publique. Les critères de définition du modèle d'agriculture familiale souhaité seront précisés par cette loi, afin de pouvoir rediriger efficacement les aides publiques aux exploitations qui les respectent. Ces dernières seront également accompagnées dans le développement de leurs circuits de commercialisation. A court terme, cette loi entend également permettre de surmonter la crise actuelle, en facilitant notamment le transport des travailleurs saisonniers sur les exploitations, lorsque ceux-ci habitent à plus de 50 km et dans une ville d'au moins 5 000 habitants.

31 M€ d'aides aux investissements pour la modernisation des PME du secteur agroalimentaire en Andalousie. Financés à la fois par le Programme de Développement Rural (PDR) d'Andalousie et par des fonds FEADER, ces subventions ont été attribuées à 88 projets d'investissement, aux objectifs très divers : amélioration de qualité, de la traçabilité, ou encore des performances énergétiques des chaînes de fabrication. Une avance à hauteur de 50% sera possible pour fournir de la trésorerie aux entreprises et accélérer la reprise post-Covid.

Distribution

Le ministre de l'Agriculture encourage la distribution à favoriser les produits espagnols, de saison et locaux. Luis Planas, a rencontré, le 27 avril, les représentants des principales associations de distribution alimentaire (Asedas, Anged et ACES), qu'il a encouragées à mettre en valeur les produits espagnols, en les plaçant "en tête de leurs rayons". Il leur a également demandé de soutenir les produits de saison et locaux, ainsi que les aliments qui ont le plus souffert de la fermeture des bars et des restaurants. Il a par ailleurs fait référence à la réunion avec l'Observatoire de la chaîne alimentaire (prévue aujourd'hui) destinée à analyser l'évolution de la consommation et la formation des prix des denrées alimentaires. Le ministère suit de près l'évolution des prix, et affirme qu'aucune anomalie significative n'a été signalée à ce jour.

Des changements à prévoir dans les habitudes de consommation des Espagnols. Les résultats d'une enquête ouverte, menée par l'Escodi, montrent que 41% des participants pensent que leurs habitudes de consommation vont changer après le Covid-19. 75 % des participants assurent qu'une fois cette période terminée et la normalité retrouvée, ils souhaiteraient que le consumérisme soit réduit. Plus de 60 % disent qu'ils repenseront leurs besoins. De même, 70 % des personnes interrogées souhaitent contribuer à la préservation de l'environnement en consommant plus modérément. L'enquête conclut également sur la poursuite du développement des achats en ligne après le confinement, car de nombreuses personnes âgées ont appris à utiliser ce canal. Le prix continuera à avoir une importance spécifique dans les options d'achat post-Covid. Tout indique que les achats de marques distributeurs et de produits à bas prix vont augmenter, surtout en raison de la crise économique, mais dans l'enquête, 22 % des participants ont déclaré qu'ils éviteront les produits bon marché et compenseront le coût plus élevé par une consommation plus modérée.

Restauration

Les restaurateurs de Barcelone demandent au Gouvernement central d'agir face à l'impact de l'arrêt d'activité. La corporation des restaurateurs de Barcelone a demandé lundi au Gouvernement central de résoudre les problèmes causés par la cessation d'activité pendant l'état d'alerte "avant de commencer à parler de déconfinement". Dans un communiqué, elle a déclaré que, concernant le loyer, les mesures sont "jusqu'à présent insuffisantes et néfastes" et qu'elles ne protègent que les grands groupes immobiliers, dans un secteur qui prévoit, selon elle, une baisse de 45 % du chiffre d'affaires et la perte de 500 000 emplois rien que pour la ville de Barcelone.

Mesures de gestion de la main d'œuvre

Des difficultés pratiques pour l'embauche des migrants de 18 à 21 ans disposant d'un permis de séjour. Pourtant exceptionnellement autorisés à se voir délivrer un permis de travail, en vertu du décret Royal 13/2020 du 7 avril dernier, près de 3 000 migrants seraient actuellement en attente de délivrance d'un numéro de sécurité sociale, indispensable pour commencer à travailler.

Le chômage dans l'agriculture diminue de 10,7% au premier trimestre. Le nombre de chômeurs dans le secteur agricole a diminué de 10,69 % au premier trimestre par rapport au dernier trimestre de 2019, le chiffre s'élevant à 164 300 chômeurs. C'est ce qui ressort clairement des données de l'enquête sur la population active (EPA) publiées le 28 avril, qui indiquent que 19 700 personnes ont quitté la liste des chômeurs au cours de ce premier trimestre dans le secteur, par rapport aux trois mois précédents. Alors que le chômage augmente dans de nombreux secteurs à cause de la crise sanitaire, il recule donc dans le secteur agricole.

Actions de solidarité - aide alimentaire

40 tonnes de sucre déjà distribuées par Azucarera aux banques alimentaires et associations. La sucrerie Azucarera a lancé un plan de solidarité à travers lequel elle a donné, à ce jour, 40 tonnes de sucre à différentes banques alimentaires et ONG présentes dans les communautés où elle opère. Azucarera est le premier producteur de sucre en Espagne et dispose de différentes unités de production en Castille-et-Léon, en Andalousie, au Pays Basque, dans La Rioja et en Navarre.

Amstel España donne 10 000 litres d'éthanol à la Communauté de Madrid pour la désinfection des établissements de santé. Les maisons de retraites et autres structures de soin et/ou d'accueil de personnes vulnérables seront les destinataires prioritaires de ces dons. Ils partiront de l'usine Heineken de San-Sebastian (Pays Basque) et seront acheminés jusqu'aux centres par l'entreprise elle-même. 48 000 litres d'alcool à 20° ont été nécessaires pour atteindre la concentration minimale requise de 96°.

Secteur Forêt-bois

Levée de l'interdiction d'allumage de feux pour les agriculteurs d'Andalousie. Anticipant un retour prochain "à la normale", l'administration andalouse a décidé de lever son interdiction d'allumage de feux, qui visait initialement à réduire les actions des professionnels agricoles aux seules urgences. Cette levée d'interdiction permet aux agriculteurs titulaires d'une autorisation d'allumer des feux pour évacuer les déchets verts accumulés, avant l'entrée dans la période à risque pour les feux de forêts. Ces allumages de feux avaient déjà été facilités pour les agents forestiers, sylviculteurs et arboriculteurs début avril.

La filière bois rejoint l'initiative "#EstoNOTienequePARAR porque #EstoPasará". Pouvant être traduite par la maxime suivante : "*l'activité ne doit pas s'arrêter, tout cela va passer*", ce mouvement qui regroupe déjà près de 3 000 entreprises et associations professionnelles vient d'être rejoint par l'Association espagnole du commerce et de l'industrie du bois (AEIM). Elle souhaite témoigner de l'engagement total de la filière dans la gestion de cette crise, via la fourniture de palettes, emballages et biocombustibles, entre autres.

Pêche maritime et aquaculture

Le Gouvernement basque effectuera des tests de détection du Coronavirus sur l'ensemble des pêcheurs qui embarqueront dans les semaines et mois à venir. Cette campagne massive de tests PCR vise plus de 1 600 pêcheurs, qui devraient participer dans les semaines et mois à venir aux différentes campagnes en mer.

Luis Planas s'engage à préciser rapidement les critères des aides à l'arrêt temporaire d'activité. Lors d'une visioconférence qui s'est tenue le 28 avril avec les principales associations espagnoles du secteur de la pêche, le ministre espagnol de l'Agriculture et de la pêche s'est engagé à annoncer, dans les plus brefs délais, aux 17 Communautés autonomes et à l'ensemble des acteurs concernés, les critères qui seront appliqués pour la distribution de ces aides.

Régulation de la pêche au thon obèse dans l'Atlantique. Le Bulletin officiel a publié l'ordonnance régulant la pêche au thon obèse (*Thunnus obesus*) dans l'océan Atlantique. Celle-ci établit la mise en place d'un recensement des navires autorisés à pêcher cette espèce ainsi que la répartition des quotas par type de navire : 51% pour les thoniers senneurs congélateurs, 29% pour les thoniers des îles Canaries, 9 % pour les palangriers de surface, 5 % pour les thoniers espagnols basés à Dakar (Sénégal), 3% pour la flotte artisanale des îles Canaries, et 3 % pour le reste des flottes.

Le Parti populaire de Murcie réclame des mesures face à l'augmentation des produits de la pêche non-européennes. Le Parti populaire de la région de Murcie (occupant la présidence de cette région, mais dans l'opposition au parlement national) demande au ministère de l'Agriculture et de la pêche l'adoption de mesures d'urgence visant à protéger les produits du secteur, en prévision d'une augmentation considérable, dans les prochaines semaines, des importations de produits de la pêche hors UE en raison de la chute des captures des flottes des Etats membres de l'UE enregistrées depuis le début de la crise du Covid-19.

PORTUGAL

Filières agricoles

• **Viande bovine**

Les producteurs de viande « Maronesa » souffrent de la crise. La ministre de l'Agriculture s'est rendue le 26 avril à Vila Real (nord du Portugal) pour rencontrer des éleveurs bovins de « Maronesa » (une race bovine autochtone), fortement touchés par la crise. Les producteurs ne parviennent pas à écouler toute leur production et les prix ont considérablement baissé face à un excédent d'offre. Parmi les solutions envisagées, la ministre a notamment souligné de rôle de la plateforme créée par le Gouvernement, « *Nourrissez ceux qui vous nourrissent* », qui vise à promouvoir la consommation de produits locaux.

- **Vin**

Le Douro demande des mesures urgentes. Le syndicat des vignerons du Douro, « Casa do Douro », a envoyé un communiqué aux ministères de l'Agriculture, de l'Économie et de la Cohésion Territoriale pour réclamer des mesures urgentes, notamment la création d'une aide au stockage et la mise en œuvre d'incitations fiscales à l'achat pour les produits bénéficiant de l'appellation d'origine portugaise. Le syndicat a souligné les difficultés rencontrées par le secteur, notamment au regard de la baisse des ventes. Pour « Casa do Douro », l'excédent d'offre conduira à une forte baisse des prix des raisins et du vin qui se répercutera sur la rentabilité des exploitations viticoles, et pourrait entraîner à une saturation des capacités de stockage.

Les ventes de vins en ligne en croissance exponentielle. A titre d'exemple, en quatre semaines (du 16 mars au 10 avril), les ventes d'une importante plateforme de vins, « OnWine Megastores de Bebidas », ont plus que quintuplé (+ 540 %) par rapport aux 10 semaines précédentes (du 1er janvier au 15 mars), dépassant le montant total des ventes de 2019. Les demandes proviennent de tout le territoire national mais également des pays d'Europe occidentale. La valeur moyenne des commandes est d'environ 55 €, soit un prix moyen par bouteille supérieur à 6,20 €. En moyenne, chaque commande est composée de 9 bouteilles, les vins du Douro étant les plus demandés, suivis des vins de l'Alentejo, qui représentent, combinés, 70 % des ventes totales. Les vins de table, en particulier les rouges représentent 90 % des achats.

- **Céréales**

Les producteurs de blé portugais pourraient bénéficier du protectionnisme russe. Si le Portugal devrait souffrir de l'augmentation du prix du blé sur les marchés internationaux qui devrait résulter d'une baisse de l'offre, selon le président du conseil d'administration de l'Association nationale des producteurs de protéines, oléagineux et céréales, M. Palha, elle pourrait s'avérer positive pour les producteurs nationaux, leur permettant de vendre leur production plus cher. M. José Palha a par ailleurs assuré que, malgré la hausse attendue du prix de la matière première, celui des produits finis, notamment le pain, ne devrait pas être affecté.

Nouvelles mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

Les petits agriculteurs, oubliés des dispositifs publics de soutien. Selon Confédération nationale de l'agriculture (CNA), à ce stade, le soutien de l'Etat se résume à des lignes de crédit qui ne sont pas adaptées aux petits agriculteurs. Pour cette raison, environ 150 000 exploitations agricoles familiales de petite taille sollicitent la mise en place de subventions. La CNA a précisé que les secteurs tels que les fleurs, les légumes et les produits AOP (dont les fromages et les saucisses) sont les plus affectés. Les entreprises agricoles familiales ont perdu leurs principaux clients (les restaurants, les marchés et les foires), et font face à un excédent d'offre qui dégrade leurs revenus.

Distribution

Les ventes des PME de l'industrie de la viande s'effondrent. L'Association portugaise de l'industrie de la viande (APIC) a déclaré que les PME du secteur connaissent une baisse de leurs ventes et de la production pouvant atteindre 80 %, en raison de la crise sanitaire. Cependant, malgré ces difficultés, les prix à la vente restent stables.

Auchan Retail Portugal lance un service de livraison rapide (en trois jours maximum), pour les articles non réfrigérés. Le service « *Despensa a porta* » (« Epicerie à la porte »), disponible sur le site d'Auchan, compte environ 400 produits d'épicerie tels que des conserves, huiles d'olive, vinaigres, vins, riz, pâtes, couches ou aliments pour animaux. Les livraisons coûtent 3,90 € pendant la période de la campagne de lancement, qui dure jusqu'au 15 mai.

Secteur Forêt-bois

Plus de la moitié des propriétaires n'entretiennent pas leurs forêts faute de revenus. Selon l'enquête élaborée par la plateforme Fixando, 46 % des propriétaires déclarent ne pas avoir de revenus suffisants pour remplir leurs obligations en matière d'entretien des terrains forestiers. Pour mémoire, le délai d'entretien des forêts, tant par les entités publiques que privées, a été prolongé jusqu'au 30 avril, en raison de la crise sanitaire. A quelques jours de la date limite et du début de la saison des incendies, les indicateurs concernant ces exigences sont alarmants : à ce stade, la grande majorité des propriétaires fonciers (58 %) n'aurait pas assuré l'entretien de leurs terrains selon les normes fixées par les autorités.